

Etude économique et financière des entreprises en 2018

Note de Synthèse :

- Regain de l'activité économique en 2018 (+4,1%)
- Hausse du chiffre d'affaires hors taxe des entreprises +3,5%
- Hausse de la valeur ajoutée globale, +12,8%
- Accroissement du rendement économique des entreprises, +1,7 point
- Léger fléchissement de la rentabilité financière, -1,1 points
- Hausse de la productivité du capital (+2,2 points) et des investissements (+30,9%)
- Rythme de renouvellement lent du parc des équipements productifs, +3,7 points
- Coefficient d'endettement élevé et en hausse continue, 5,2 fois les capitaux propres.



Institut National de la Statistique
BP: 134 Yaoundé
Tel.: (+237) 222 22 04 45
Fax: (237) 222 23 24 37
Site Internet: www.ins-cameroun.cm

Septembre 2020

NOTE DE SYNTHÈSE

L'étude économique et financière permet de dresser un diagnostic de la situation économique et financière globale des entreprises notamment par branche d'activité. Pour cette édition, elle s'appuie sur une série des DSF de 1259 entreprises représentatives. (Annexe ii).

L'année 2018 marque l'entrée en vigueur du nouveau plan comptable applicable aux pays membres de l'espace OHADA dont le Cameroun. Les indicateurs du présent rapport sont calculés à partir des informations issues du nouveau SYSCOHADA. Par conséquent, des changements ou ruptures de tendance seront observés pour certains indicateurs, surtout ceux prenant en compte les immobilisations.

Regain de l'activité économique en 2018

L'économie nationale a continué de faire preuve de résilience en 2018, année marquée par un ralentissement de l'économie mondiale. Le taux de croissance s'est établi à 4,1% après 3,5% en 2017. Les secteurs les plus contributeurs ont été le primaire et le secondaire, notamment par les branches d'activités « agriculture » et « industries extractives ». Cette production économique plus accrue s'est faite dans un contexte de relèvement du niveau général des prix de l'ordre de 1,1% contre une inflation de 0,7% en 2017.

Evolution de l'activité et des profits des entreprises

En 2018, le chiffre d'affaires hors taxe des entreprises modernes a augmenté de +3,48% après avoir baissé au cours des deux années précédentes, de -4 à -2%. Cette performance est imputable aux produits de vente des marchandises (+10,0%), tandis que les ventes des produits fabriqués ainsi que les ventes des travaux et services sont en recul.

La valeur ajoutée globale des entreprises modernes s'est substantiellement accrue de +12,8% en 2018, après un léger fléchissement en 2017 (-1,5%). Cette embellie découle principalement de la dynamique des activités de Construction (+50,3%), de Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné (+32,7%), d'Industrie de boissons (+19,8%) et des Activités financières et d'assurances (+11,0%). Elle résulte également du comportement de la branche d'activité « Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques » qui, avec l'entrée en activité d'une nouvelle plateforme de production de gaz naturel, enregistre une croissance de la valeur ajoutée de +39,7% après une chute de -25,0% en 2017. En revanche, une contraction de valeur ajoutée a été observée dans diverses branches, en l'occurrence le Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules (-0,8%), le Transport et entreposage (-2,4%) et les activités d'information et de télécommunications (-8,4%).

Il en ressort un taux de valeur ajoutée global de 25,1% en 2018, soit un gain de 2,2 points de pourcentage par rapport à 2017. Les branches d'activités de l'Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques (72,2%), Activités Immobilières (69,8%) ainsi que le Transport et entreposage (44,5%) se distinguent par leur taux de valeur ajoutée très élevé. En revanche les branches d'activité de Raffinage du Pétrole et cokéfaction, d'Industries du cuir et fabrication de chaussures ont des taux de valeur ajoutée très faible, voir négatif.

Rentabilité économique et financière des entreprises

Accroissement du rendement économique des entreprises

En 2018, le rendement économique s'est établi à 7,6%, taux en augmentation de plus d'un point par rapport à 2017 et 2016. Cet accroissement est imputable à une baisse des immobilisations brutes, elle-même liée principalement à l'application des nouvelles dispositions du plan comptable dont les implications sont fortement observées dans certaines branches dans lesquelles l'Etat détient des participations. C'est le cas notamment du transport et entreposage, de la production d'eau, électricité et gaz. L'amélioration du rendement économique des entreprises résulte également de celle de leur marge bénéficiaire suite à une valeur ajoutée plus accrue. Les branches d'activités financières et assurances (23,7%) ainsi que du commerce de gros et détail, réparation de véhicules (12,7%), enregistrent des taux de rendements économiques élevés, et continuellement en hausse depuis 2016.

Léger fléchissement de la rentabilité financière des entreprises

En 2018, le taux de rentabilité financière s'établit à 2,7%, soit un point de moins qu'en 2017. Ce léger fléchissement résulte d'une baisse de la marge nette bénéficiaire à 0,8%, en dépit d'une amélioration de la rotation des actifs, en partie due à la réduction des immobilisations suite à l'application du nouveau plan comptable. Il convient également de relever que depuis 2015, cette rentabilité est tirée par l'endettement des entreprises qui en moyenne représente plus de cinq fois les capitaux propres; ces derniers étant insuffisants pour financer les investissements.

Capital productif des entreprises

Hausse de la productivité du capital et des investissements

La productivité moyenne du capital (Valeur Ajoutée/Immobilisation Brute) s'est située à 13,7% en 2018 contre 11,6% en 2017 et 11,2% en 2016. Cette hausse de plus de 2 points de la productivité résulte principalement de l'amélioration de la valeur ajoutée des entreprises, et dans une moindre mesure, de l'effet de l'application du nouveau plan comptable ayant conduit à la réduction significative des immobilisations dans certaines branches d'activité ci-dessus évoquées.

Les entreprises des «Activités financières et d'assurance » continuent de s'inscrire dans une dynamique d'amélioration de leur productivité de capital qui atteint globalement 34,0% en 2018. En revanche, les activités de raffinage du pétrole et cokéfaction, d'industries du cuir et fabrication de chaussure figurent toujours parmi les branches de très faible productivité de capital.

Les investissements bruts des entreprises ont connu une hausse en 2018 par rapport à l'année précédente. En effet, ils croissent de +30,9%, en raison de la hausse des investissements dans le secteur industriel (+61,8%) et celui du tertiaire (+16,6%), ce malgré la baisse dans le secteur primaire (-73,9%).

Rythme de renouvellement lent du parc des équipements productifs

L'indice de vieillissement s'est établi à 61,2% en 2018 contre 64,9% en 2017 et 57,4% en 2016. Soit un taux de renouvellement à cette époque qui ressort à 38,8%, après respectivement 35,1% 42,6% pour les deux précédentes années. Ainsi l'ampleur de la vitesse de renouvellement des équipements productifs reste préoccupante depuis plusieurs années. Parmi les branches d'activités où cet indice est plus faible, traduisant un renouvellement rapide des équipements, figure celles de «Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets»

(19,4%), et des «Activités fournies principalement aux entreprises» (29,5%). En revanche, les équipements productifs sont totalement amorties dans plusieurs branches notamment les «activités financières et assurances », « réparations et installations des machines ».

Analyse de l'endettement des entreprises

Coefficient d'endettement élevé et en hausse continue

Le taux d'endettement, ou coefficient d'endettement (« Endettement Total / Capitaux Propres ») s'est établi à 5,2 en 2018. Cet endettement des entreprises n'a cessé d'augmenter depuis 2014 où le taux se situait à 3,7%, niveau largement élevé par rapport au seuil de 1 jugé soutenable. Parmi les branches d'activités à niveau d'endettement élevé, l'on signale les « Activité d'information et de télécommunications » (79,6) et les « Activités financières et d'assurance » (14,6) ; lesquelles connaissent une augmentation continue de leur endettement depuis trois ans. En revanche tout comme en 2017, les branches d'activités les moins endettées en 2018 sont l' « Industrie de la viande et du poisson » (0,3), les « Activités éducatives » (0,7), les « Industrie des oléagineux et aliments pour animaux » (0,7) et les « Activités immobilières » (0,9).